

# REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3301

[2004/202633]

### **27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales relatives aux cribles et concasseurs sur chantier visés à la rubrique 45.91.02**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 chargeant le Ministre de l'Environnement de demander l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 36.820/4 donné le 19 avril 2004 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations et activités visées par la rubrique 45.91.02 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Les installations et activités visées par la rubrique 45.91.02 de l'annexe I<sup>e</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ne peuvent être mises en œuvre sans le respect des conditions intégrales relatives à la rubrique 45.92.01 de l'annexe I<sup>e</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susvisé.

**Art. 3.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° Office : le fonctionnaire dirigeant de l'Office wallon des déchets ou son délégué;  
2° chantier : site où s'effectue des travaux du bâtiment ou de génie civil, en ce compris les annexes nécessaires à l'exécution de ces travaux, depuis leur phase préparatoire jusqu'à leur réception provisoire;

3° amiante : la forme fibreuse des silicates minéraux repris ci-après appartenant au groupe des serpentines et des amphiboles :

- a) l'actinolite (n° CAS 77536-66-4);
- b) l'amosite (amiante brun, n° CAS 12172-73-5);
- c) l'anthophyllite (n° CAS 77536-67-5);
- d) la chrysotile (amiante blanc, n° CAS 12001-29-5);
- e) la crocidolite (amiante bleu, n° CAS 12001-28-4);
- f) la trémolite (n° CAS 77536-68-6).

Sont assimilés à l'amiante :

- a) les matériaux contenant de l'amiante;
- b) les matériaux qui ont été en contact ou ont été contaminés par les fibres d'amiante et qui ne peuvent être décontaminés sur place à l'aide d'un aspirateur et/ou à l'eau.

#### CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 4.** Complémentaire aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le panneau, d'au moins 1 m<sup>2</sup> de superficie, est bien visible et lisible de la rue. Les informations relatives aux heures normales de concassage et de criblage y sont insérées.

#### CHAPITRE III. — *Exploitation*

##### *Section unique. — Généralités*

**Art. 5.** Seuls sont admis au concassage-criblage, pendant la durée du chantier, dans l'installation située sur le chantier, les déchets exclusivement issus du chantier considérés comme inertes dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002, ainsi que les déchets reconnus comme inertes par une décision prise en vertu de l'article 10 de l'arrêté précité.

**Art. 6.** Sont interdits au concassage-criblage :

- les déchets dangereux tels ceux contenant de l'amiante;
- les déchets quelconques qui, par nature, sont étrangers aux activités de concassage et/ou de criblage, visées par la présente condition;
- les déchets visés à l'article 5 dont la fraction non recyclable serait supérieure à 3 % du poids.

**Art. 7.** Les opérations de concassage-criblage sont interdites les dimanches et jours fériés ainsi que les jours ouvrables de 19 heures à 7 heures.

**Art. 8.** L'admission des déchets au concassage-criblage s'effectue sous l'autorité d'une personne responsable, expressément désignée par l'exploitant et sous la surveillance d'un préposé qualifié et bien formé, disposant en permanence d'un exemplaire de la déclaration.

**Art. 9.** Le concasseur et/ou le crible est/sont maintenu(s) en permanence en bon état d'entretien et de fonctionnement.

#### CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

**Art. 10.** Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans la zone du chantier où le concasseur et le crible sont exploités.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

#### CHAPITRE V. — *Air*

##### *Section I<sup>e</sup>. — Lutte contre les émissions de poussières*

**Art. 11.** Les bandes transporteuses, les appareils, les jonctions entre appareils et les jonctions bandes transporteuses/appareils ainsi que les points de déversement des diverses bandes les unes sur les autres font l'objet d'une attention particulière pour ce qui concerne leurs parties susceptibles de dégager des poussières.

Les tambours de retour des bandes transporteuses sont disposés dans un espace suffisant pour permettre un nettoyage facile. Ils sont maintenus dans un état de propreté satisfaisant.

**Art. 12.** Des techniques telles que le capotage, la mise en dépression, la pulvérisation ou toute autre technique permettant la maîtrise des émissions de poussières, sont mises en place et entretenues aux points d'émission des poussières.

**Art. 13.** Les installations sont implantées sur le chantier en vue de minimiser la dissémination des poussières liée aux conditions météorologiques (direction et force des vents dominants).

**Art. 14.** Tous les points d'émission de poussières, accompagnés de leurs moyens d'abattage éventuels, sont indiqués sur le schéma du processus de concassage-criblage (flow-sheet), tenu à la disposition du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance. Pour les dépoussiérages éventuels par filtration ou cyclonage, une annexe à ce schéma donne les renseignements suivants :

- a) rejet garanti par le fournisseur, en mg/Nm<sup>3</sup>;
- b) débit horaire, en Nm<sup>3</sup>.

Toute modification du flow-sheet, lorsqu'elle n'est pas de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement est inscrite dans le registre dont question à l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Tout élément défectueux d'un système de dépoussiérage est remplacé dans les plus brefs délais.

Les défaillances des systèmes de dépoussiérage d'une durée excédant 24 heures sont consignées dans un registre tenu à la disposition du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VI. — *Eau*

**Art. 15.** Le déversement d'eaux usées industrielles dans les eaux souterraines est interdit.

CHAPITRE VII. — *Bruit et vibrations*

*Section I<sup>re</sup>. — Bruit*

**Art. 16.** Les engins doivent être choisis et les installations doivent être aménagées de telle sorte que le niveau d'évaluation (L<sub>Ar,1h</sub>) du bruit particulier, relatif à l'ensemble des sources pouvant fonctionner simultanément sur le chantier, soit inférieur à 60 dBA en période de jour, 55 dBA en période de transition, 50 dBA en période de nuit.

Les sources à considérer comprennent les cribles et les concasseurs.

En cas de contrôle, les mesures sont réalisées conformément aux articles 18 (alinéa 1<sup>er</sup>), 19, 20, 28 à 37, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Les valeurs limites doivent être respectées à proximité des habitations.

**Art. 17.** Par dérogation à l'article précédent, si le chantier est prévu pour concasser et/ou cribler moins de 5.000 T de déchets ou pendant une période de maximum 15 jours calendriers, le niveau à respecter est de respectivement 65 dBA en période de jour, 60 dBA en période de transition, 55 dBA en période de nuit.

**Art. 18.** Là où cela s'avère nécessaire et réalisable, des dispositions sont prises afin d'atténuer les bruits que pourrait produire le choc des matériaux contre la tôle enveloppant les points de chute.

*Section II. — Vibrations*

**Art. 19.** Les précautions nécessaires sont prises pour que les vibrations qui pourraient être engendrées par le fonctionnement des moteurs, transmissions, engins de manutention, etc., ou par les procédés de travail mis en œuvre ne puissent nuire à la stabilité des constructions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier.

CHAPITRE VIII. — *Contrôle, autocontrôle et surveillance*

*Section I<sup>re</sup>. — Exploitation*

**Art. 20.** Avant la mise en activité de l'établissement, l'exploitant communique au fonctionnaire technique un plan de travail.

**Art. 21.** Ce plan de travail comprend :

1° les instructions nécessaires en vue d'assurer, en toutes circonstances, le bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions en matière de déchets ainsi que des présentes conditions intégrales et des conditions complémentaires éventuelles;

2° les instructions nécessaires en vue d'assurer en permanence la propreté de l'établissement;

3° les instructions destinées au personnel en cas d'incendie ou d'accident;

4° le flow-sheet visé à l'article 14.

**Art. 22.** Toute modification substantielle du plan de travail est communiquée au fonctionnaire technique.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 24.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3301

[2004/202633]

**27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen für die unter der Rubrik 45.91.02 erwähnten Siebe und Brecher auf der Baustelle**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004, durch den der Minister der Umwelt damit beauftragt wird, das Gutachten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Tage nicht überschreitet, einzuholen;

Aufgrund des am 19. April 2004 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 36.820/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,  
Beschließt:

#### KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Die vorliegenden gesamten Bestimmungen finden Anwendung auf die in der Rubrik 45.91.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Anlagen und Tätigkeiten.

**Art. 2** - Die in der Rubrik 45.91.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte, sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Anlagen und Tätigkeiten dürfen nicht ohne die Einhaltung der gesamten Betriebsbestimmungen der Rubrik 45.92.01 der Anlage I des oben erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 umgesetzt werden.

**Art. 3** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Amt: der leitende Beamte des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) oder sein Vertreter;

2° Baustelle: das Gelände, auf dem Hochbau- und Tiefbauarbeiten oder Tiefbau-, Bau- oder Straßenarbeiten durchgeführt werden, einschließlich der zur Durchführung der Arbeiten notwendigen Nebenstellen von der Vorbereitungsphase bis zu deren vorläufigen Abnahme;

3° Asbest: die faserige Form der nachstehenden mineralischen Silikate, die zu den gesteinsbildenden Mineralien der Serpentinegruppe und der Amphibolgruppe gehören:

a) Aktinolith (CAS-Nr. 77536-66-4);

b) Amosit (brauner Asbest, CAS Nr. 12172-73-5);

c) Anthophyllit (CAS-Nr. 77536-67-5);

d) Chrysotil (weißer Asbest, CAS-Nr. 12001-29-5);

e) Krokydolith (blauer Asbest, CAS-Nr. 12001-28-4);

f) Tremolit (CAS-Nr. 77536-68-6).

Werden dem Asbest gleichgestellt:

g) alle Materialien, die Asbest enthalten;

h) die Materialien, die mit Asbest in Kontakt gewesen oder durch Asbestfasern kontaminiert worden sind, und die nicht vor Ort anhand eines Staubsaugers und/oder mit Wasser dekontaminiert werden können.

#### KAPITEL II — Ansiedlung und Bau

**Art. 4** - Zusätzlich zu den in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Vorschriften, muss die Hinweistafel, die eine Mindestfläche von 1m<sup>2</sup> aufweist, von der Straße aus gut sichtbar und lesbar sein. Die Angaben hinsichtlich der normalen Zerkleinerungs- und Siebungszeiten sind ebenfalls enthalten.

#### KAPITEL III — Betrieb

##### Einzigster Abschnitt — Allgemeines

**Art. 5** - Nur die Abfälle, die ausschließlich von der Baustelle stammen und die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002, als inerte Abfälle gelten, sowie die Abfälle, die durch einen Beschluss im Sinne von Artikel 10 des oben erwähnten Erlasses als inerte Abfälle anerkannt werden, sind zur Zerkleinerung-Siebung zugelassen.

**Art. 6** - Die folgenden Abfälle sind nicht zur Zerkleinerung-Siebung zugelassen:

- die gefährlichen Abfälle, wie z.B. diejenigen, die Asbest enthalten;

- jegliche Abfälle, die von Natur aus den in dieser Bedingung erwähnten Tätigkeiten der Zerkleinerung und/oder der Siebung fremd sind;

- die in Artikel 5 erwähnten Abfälle, deren nicht wiederverwertbarer Anteil 3% des Gewichts übersteigt.

**Art. 7** - Die Arbeitsvorgänge der Zerkleinerung-Siebung sind an Sonn- und Feiertagen, sowie an Werktagen von 19 Uhr bis 7 Uhr verboten.

**Art. 8** - Die Aufnahme von Abfällen zur Zerkleinerung-Siebung geschieht unter Aufsicht einer verantwortlichen Person, die ausdrücklich durch den Betreiber bezeichnet wurde und unter der Überwachung eines qualifizierten und gut informierten Beauftragten, der im ständigen Besitz eines Exemplars der Erklärung ist.

**Art. 9** - Der Brecher und/oder das Sieb ist/sind ständig in gutem Erhaltungs- und Betriebszustand.

#### KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

**Art. 10** - Das Material zur Brandbekämpfung ist in gutem Betriebszustand, gegen den Frost geschützt, gekennzeichnet, zugänglich und über die Zone der Baustelle verteilt, in der der Brecher und der Sieber betrieben werden.

Dieses Material wird jährlich kontrolliert und der Betreiber achtet auf die Qualität der Brandlöschmittel.

#### KAPITEL V — Luft

##### Abschnitt 1 — Bekämpfung der Luftemissionen

**Art. 11** - Die Transportbänder, die Geräte, die Verbindungen zwischen den Geräten und die Verbindungen zwischen Transportbändern/Geräten, sowie die Ableitungsstellen der verschiedenen Bänder ineinander, sind Gegenstand einer besonderen Beachtung, was die Teile betrifft, die Staub freisetzen können.

Die Umkehrtrommeln der Transportbänder werden so angebracht, dass genügend Raum für deren Reinigung vorhanden ist. Sie werden in einem zufriedenstellenden Sauberkeitszustand gehalten.

**Art. 12** - Techniken, wie die der Absaughaube, des Unterdrucks, des Besprühens oder jede andere Technik, die es erlaubt, die Staubemissionen zu kontrollieren, werden an den Stellen der Staubemissionen eingerichtet und instandgehalten.

**Art. 13** - Die Anlagen befinden sich auf der Baustelle, um die Freisetzung meteorologisch bedingter Staubpartikel zu reduzieren (Richtung und Stärke der vorherrschenden Winde).

**Art. 14** - Alle Stellen, an denen Staubemissionen erfolgen, werden unter Beifügung ihrer eventuellen Bekämpfungsmittel in einem Schema des Zerkleinerungs - Siebungsverfahrens (Flow-sheet) angegeben, das dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt wird. Für die Entstaubung durch Zyklonieren oder Filtrieren werden in einem Anhang dieses Schemas folgende Auskünfte angegeben:

- a) von dem Lieferanten garantierte Emission, in mg/Nm<sup>3</sup>;
- b) Stundenleistung in Nm<sup>3</sup>.

Jegliche Änderung des Flow-sheet, wenn sie ihrer Art wegen nicht direkt oder indirekt die Gefahren, Belästigungen oder Nachteile entgegen des Menschen oder der Umwelt erhöhen kann, wird in das in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Register eingetragen.

Jedes defekte Teil eines Entstaubungssystems wird schleunigst ersetzt.

Die Betriebsausfälle eines Entstaubungssystems von einer Dauer von mehr als 24 Stunden werden in einem Register festgehalten, das dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten wird.

#### KAPITEL VI — Wasser

**Art. 15** - Das Ableiten von Industrieabwässern in das Grundwasser ist untersagt.

#### KAPITEL VII — Lärm und Schwingungen

##### Abschnitt 1 — Lärm

**Art. 16** - Die Maschinen müssen so gewählt und die Anlagen so angelegt werden, dass der Beurteilungspegel des Sondergeräuschs ( $L_{Ar,1h}$ ) hinsichtlich der gesamten Lärmquellen, die gleichzeitig auf der Baustelle in Betrieb sein können, am Tag unter 60dBA, in der Übergangszeit unter 55dBA und Nachts unter 50dBA liegen.

Die Siebe und Brecher sind in diesen Quellen zu berücksichtigen.

Bei einer Kontrolle werden die Messungen im Sinne der Artikel 18 (Absatz 1), 19, 20, 28 bis 37 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4 Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe durchgeführt.

Die Grenzwerte sind in der Nähe von Wohnhäusern unbedingt einzuhalten.

**Art. 17** - In Abweichung vom vorhergehenden Artikel, wenn die Baustelle für das Zerkleinern und/oder das Sieben von weniger als 5.000 t Abfall oder für eine Höchstdauer von 15 Tagen vorgesehen ist, gelten die jeweiligen Werte von 65 dBA am Tag, 60 dBA in der Übergangszeit und 55 dBA in der Nacht.

**Art. 18** - Dort wo es notwendig und möglich ist, werden Vorkehrungen getroffen, um den Lärm zu dämpfen, der beim Zusammenstoß der Materialien mit dem Blech um die Aufschlagstellen herum entstehen könnte.

##### Abschnitt 2 — Schwingungen

**Art. 19** - Die notwendigen Vorkehrungen werden getroffen, um zu verhindern, dass die Schwingungen, die durch den Betrieb der Motoren, der Übertragungssysteme, der Transportanlagen usw. oder durch die eingesetzten Arbeitsvorgänge entstehen könnten, die Stabilität der Gebäude sowohl innerhalb als außerhalb der Baustelle gefährden.

#### KAPITEL VIII — Kontrolle, Eigenkontrolle und Überwachung

##### Abschnitt 1 — Betrieb

**Art. 20** - Vor dem Beginn der Betriebstätigkeit übermittelt der Betreiber dem technischen Beamten einen Arbeitsplan.

**Art. 21** - Dieser Arbeitsplan enthält:

1° die notwendigen Anweisungen, um unter jeglichen Umständen das reibungslose Funktionieren des Betriebs unter Beachtung der Bestimmungen in Sachen Abfälle, sowie der vorliegenden gesamten Bedingungen und gegebenenfalls der zusätzlichen Bedingungen zu gewährleisten;

2° die notwendigen Anweisungen, um die ständige Sauberkeit des Betriebs zu gewährleisten;

3° die Anweisungen für das Personal bei Feuer oder Unfall;

4° das in Artikel 14 erwähnte "Flow-sheet".

**Art. 22** - Dem technischen Beamten wird jede wesentliche Abänderung des Arbeitsplans mitgeteilt.

#### KAPITEL IX — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 23** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 24** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3301

[2004/202633]

**27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden i.v.m. zeef- en breekmachines op werf bedoeld in rubriek 45.91.02**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 maart 2004 over het verzoek van de Minister van Leefmilieu om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies van de Raad van State 36.820/4, gegeven op 19 april 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving**

**Artikel 1.** Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties en activiteiten bedoeld in rubriek 45.91.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** De installaties en activiteiten bedoeld in rubriek 45.91.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten mogen niet uitgevoerd worden zonder naleving van de integrale voorwaarden betreffende rubriek 45.92.01 van bijlage I bij bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002.

**Art. 3.** Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt verstaan onder :

1° Dienst : de leidend ambtenaar van de "Office wallon des Déchets" (Waalse Dienst voor afvalstoffen) of zijn afgevaardigde;

2° werf : site waar de werken van het bouwbedrijf of de civiele bouwkunde uitgevoerd worden, met inbegrip van de bijgebouwen vereist voor de uitvoering van de werken, vanaf de fase van voorbereiding tot de voorlopige oplevering ervan;

3° asbest : de vezelachtige vorm van de hierna vermelde silicaatmineralen behorende tot de groep der serpentijnen en amfibolen :

- a) actinoliet (nr. CAS 77536-66-4);
- b) amosiet (bruin asbest, nr. CAS 12172-73-5);
- c) anthofylliet (nr. CAS 77536-67-5);
- d) chrysotiel (wit asbest, nr. CAS 12001-29-5);
- e) crocidoliet (blauw asbest, nr. CAS 12001-28-4);
- f) tremoliet (nr. CAS 77536-68-6).

Met asbest worden gelijkgesteld :

- a) asbesthoudende materialen;
- b) materialen die met asbestvezels in contact zijn gekomen of erdoor besmet zijn en die niet ter plaatse kunnen worden ontsmet d.m.v. een stofzuiger en/of met water.

**HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw**

**Art. 4.** Overeenkomstig de voorschriften van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning is het paneel (minstens 1 m<sup>2</sup> oppervlakte) goed zichtbaar en leesbaar vanop de straat. Het vermeldt de normale zeef- en breekuren.

**HOOFDSTUK III. — Exploitatie****Enige afdeling. — Algemeen**

**Art. 5.** Tijdens de duur van de werf vermaalt en zeeft de op de werf gevestigde installatie uitsluitend de inerte werfafval bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002, alsmede de afval die inert wordt verklaard bij een beslissing genomen krachtens artikel 10 van bovenvermeld besluit.

**Art. 6.** Er wordt een vermaal- en zeefverbod opgelegd voor de volgende afvalstoffen :

- gevaarlijke afvalstoffen, met name die welke asbest bevatten;
- willekeurige afvalstoffen die vanwege de aard ervan niet onder de vermaal- en/of zeefactiviteiten vallen waarop deze voorwaarde slaat;
- de in artikel 5 bedoelde afvalstoffen waarvan het niet recycleerbare gedeelte 3 % van het gewicht zou overschrijden.

**Art. 7.** Er wordt een vermaal- en zeefverbod opgelegd op zaterdagen en verlofdagen, alsmede op werkdagen tussen 19 en 7 uur.

**Art. 8.** De afvalstoffen mogen vermalen en gezeefd worden onder het toezicht van een verantwoordelijke, die speciaal door de exploitant aangewezen wordt, en onder het toezicht van een gekwalificeerde en goed opgeleide aangestelde, die voortdurend over een exemplaar van de verklaring beschikt.

**Art. 9.** De stamp- en/of zeefmachine wordt/worden voortdurend in goede staat van onderhoud en werking gehouden.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 10.** Het brandbestrijdingsmateriaal is in goede staat van werking, tegen vorst beschermd, gesignaleerd, bereikbaar en verspreid in de werfzone waar de stamp- en zeefmachine geëxploiteerd worden.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

HOOFDSTUK V. — *Lucht**Afdeling 1. — Bestrijding van stoffenemissies*

**Art. 11.** Een bijzondere aandacht gaat naar de transportbanden, apparaten en verbindingen tussen de apparaten en de verbindingen transportbanden/apparaten, alsmede naar de onderlinge stortingspunten van de verschillende banden voor wat betreft de delen die stoffen zouden kunnen vrijmaken. De aandrijftrasmels van de transportbanden worden aangebracht in een ruimte die volstaat om een vlotte reiniging toe te laten.

Ze worden in een bevredigende schoonheidstoestand gehouden.

**Art. 12.** Technieken zoals de kap, het in onderdruk brengen, de verstuiving of elke andere techniek waardoor stoffenemissies kunnen worden beheerst, worden tot stand gebracht en toegepast op de punten waar zich stoffenemissies voordoen.

**Art. 13.** De installaties zijn gevestigd op de werf met het oog op de beperking van de aan de weer omstandigheden (richting en kracht van de overheersende winden) te wijten stoffenverspreiding.

**Art. 14.** Alle punten waar zich stoffenemissies voordoen worden, samen met hun eventuele winningsmiddelen, vermeld op een schema van het vermaal- en zeefproces (flow-sheet) dat ter inzage ligt van de technisch ambtenaar en de toezichthoudend ambtenaar. Voor eventuele stofbestrijdingen door filtratie of afscheiding bevat een bijlage bij dat schema de volgende gegevens :

- a) door de leverancier gegarandeerde lozing, in mg/Nm<sup>3</sup>;
- b) uurdebiet in Nm<sup>3</sup>.

Elke wijziging van de flow-sheet wordt vermeld in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning als ze geen rechtstreekse of onrechtstreekse verergering inhoudt van de risico's, hinder of nadelen voor de mens of het milieu.

Elk gebrekkige element van een stofbestrijdingssysteem wordt zo spoedig mogelijk vervangen. De defecten van stofvrijmakingssystemen die meer dan 24 uur duren, worden vermeld in een register dat ter inzage ligt van de technisch ambtenaar en de toezichthoudend ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — *Water*

**Art. 15.** Het is verboden industrieel afvalwater in oppervlaktewater te lozen.

HOOFDSTUK VII. — *Geluid en trillingen**Afdeling 1. — Geluid*

**Art. 16.** De werktuigen worden gekozen en de installaties ingericht zodat het niveau van schatting van het bijzonder geluid ( $L_{ar,1h}$ ) betreffende het geheel van de bronnen die gelijktijdig op de werf kunnen functioneren, lager is dan 60 dBA in de dagperiode, dan 55 dBA in de overgangperiode en dan 50 dBA in de nachtperiode.

Tot de in overweging te nemen bronnen behoren de vermaal- en breekmachines.

In geval van controle worden de metingen uitgevoerd overeenkomstig artikel 18 (eerste lid), 19, 20, 28 tot 37 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

In de buurt van woningen worden de grenswaarden in acht genomen.

**Art. 17.** In afwijking van het vorige artikel is het in acht te nemen niveau respectievelijk 65 dBA in de dagperiode, 60 dBA in de overgangperiode en 55 dBA in de nachtperiode als de werf voorzien wordt om minder dan 5.000 T afval of gedurende een periode van hoogstens 15 kalenderdagen te vermalen en/of te breken.

**Art. 18.** Waar het nodig en haalbaar is, worden maatregelen genomen ter beperking van het geluid dat zou kunnen ontstaan door de botsing van de materialen tegen het plaatijzer rondom de overstortpunten.

*Afdeling 2. — Trillingen*

**Art. 19.** Er worden voorzorgsmaatregelen genomen opdat de stabiliteit van de gebouwen, zowel binnen als buiten de werf, niet te lijden zou hebben onder de trillingen die te wijten zijn aan de werking van de motoren, aan transmissies, laad- en losmachines, enz. of aan de werkprocessen.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle, zelfcontrole en toezicht**Afdeling 1. — Exploitatie*

**Art. 20.** Vóór de inbedrijfstelling van de inrichting maakt de exploitant een werkplan over aan de technisch ambtenaar.

**Art. 21.** Dat werkplan bevat :

1° de nodige instructies om in alle omstandigheden de vlotte werking van de inrichting te garanderen, met inachtneming van de bepalingen inzake afvalstoffen alsmede van deze integrale voorwaarden en de eventuele aanvullende voorwaarden;

2° de nodige instructies om constant de schoonheid van de inrichting te garanderen;

3° instructies voor het personeel in geval van brand of ongeval;

4° de in artikel 14 bedoelde flow-sheet.

**Art. 22.** Elke aanzienlijke wijziging van het werkplan wordt aan de technisch ambtenaar meegedeeld.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 24.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET